

Communiqué de presse le 24/ 04 / 2017

Le premier tour des élections présidentielles a livré son verdict. Avec un taux de participation élevé, nos concitoyens ont témoigné de leur attachement à ce scrutin, tout en rejetant les deux partis qui se sont partagé alternativement le pouvoir depuis plus de 30 ans.

Pour la seconde fois, l'extrême droite est hélas présente au second tour. Son adversaire, s'il n'est pas issu des grands partis dits « traditionnels », est porteur d'un programme axé sur l'idéologie libérale.

Viscéralement attaché à son indépendance vis-à-vis des partis politiques, respectueux de son histoire et de ses pratiques, confiant dans l'esprit de responsabilité et de discernement de ses mandants, le syndicat national Solidaires Finances Publiques ne donnera aucune consigne de vote en tant que telle pour le second tour.

Solidaires Finances Publiques tient cependant à réaffirmer que les valeurs syndicales qui le portent et donnent du sens à son action pour une société plus juste et plus humaine, de partage, de solidarité et de paix, sont incompatibles avec les fondements et les orientations du Front national.

Notre syndicat militera, s'exprimera et poursuivra ainsi sans relâche et plus que jamais son combat :

- contre les thèses liberticides de l'extrême droite, fondées sur l'intolérance, l'exclusion, la xénophobie et le nationalisme exacerbé, en prolongeant notamment son engagement dans et avec VISA (Vigilance Syndicale Anti-fasciste),
- face à un libéralisme débridé dont l'échec patent met en péril la démocratie et le vivre ensemble, et favorise la montée de l'extrême droite,
- face à la financiarisation de l'économie,
 - pour la préservation et le renforcement du modèle social issu du Conseil national de la Résistance,
 - pour la défense d'un service public égalitaire et républicain, élément incontournable d'une indispensable cohésion sociale,
 - pour la défense du Statut Général de la Fonction Publique,
 - pour une véritable justice fiscale, ciment de la justice sociale, et pour en finir avec la fraude fiscale,
 - pour la défense et le renforcement de toutes les missions de la Direction Générale des Finances Publiques,
 - pour la défense des droits et des intérêts individuels et collectifs des agents des finances publiques.

Pour le syndicat national Solidaires Finances Publiques, la démocratie ne saurait se limiter aux seules échéances électorales. Elle se poursuit, au-delà et au travers de l'action des contre-pouvoirs, dont les syndicats qui doivent pouvoir jouer tout leur rôle et prendre toute leur place dans la vie de la cité. Le syndicalisme est, et se doit, de rester, une force de contestation, de propositions, de transformation sociale, face à tout pouvoir quel qu'il soit : économique, politique, administratif.

Solidaires Finances Publiques, convaincu qu'un monde meilleur est possible, appelle à faire du premier mai le point de départ d'une mobilisation populaire, revendicative et antifasciste et les agents de la DGFIP à y participer massivement pour faire entendre leurs revendications, défendre leur outil de travail et leurs droits.